



RÉINDUSTRIALISONS LA FRANCE !

Bien avant les slogans des candidats à l'élection présidentielle sur le « made in France », le Président de la République a fortement œuvré pour la réindustrialisation de notre pays.

1) Bien avant les effets d'annonces de beaucoup de candidats, nous avons développé et soutenu le « Made in France »

Depuis 2007, la majorité s'est battue pour défendre notre industrie :

- ⇒ **2007** : exonération des heures supplémentaires, qui allège le coût du travail et donne plus de souplesse aux entreprises comme aux salariés pour faire face à une augmentation de l'activité économique.
- ⇒ **2009** : Nicolas Sarkozy lance les **Etats Généraux de l'Industrie** qui débouchent en 2010 sur 23 mesures concrètes dont 19 sont déjà appliquées avec efficacité, notamment :
 - **Une prime de relocalisation** qui a permis de nombreuses relocalisations d'usines sur notre sol : Atoll dans le Jura, Rossignol en Haute Savoie, 3S Photonics dans l'Essonne, Coq Sportif dans l'Aube, Geneviève Lethu dans la Marne, Loiselet à Dreux...
 - **L'observatoire du Fabriqué en France** qui permet d'évaluer, année après année, la part de composants français dans chaque filière,
 - **La mise en œuvre de comités stratégiques de filières** qui regroupent les donneurs d'ordre et les sous-traitants ?
 - Les commissaires à l'investissement dans chaque région sinistrée, sortes de préfets « économiques » qui doivent établir des stratégies de réindustrialisation de zones particulièrement touchées par les délocalisations.
- ⇒ **2009** : lancement du programme des investissements d'avenir, soit **35 Mds€ d'euros mobilisés** pour prendre un temps d'avance sur les défis du 21ème siècle : 18,9 Mds € pour l'enseignement supérieur et la recherche, 6,5 Mds pour les PME et l'industrie, 5,1 Mds pour LE développement durable et 4,5 Mds pour le numérique.
- ⇒ **2010** : **suppression de la Taxe Professionnelle**, qui a permis de rendre 5 milliards d'euros par an aux usines et à l'industrie ; c'est autant qui pourra être réinvesti par les entreprises pour créer de l'activité et des emplois
- ⇒ **2012** : Nicolas Sarkozy lance **Oséo Industrie, banque pour l'industrie qui pourra financer plus de 25 milliards d'euros** de projets exclusivement industriels.
- ⇒ **2012** : résolution adoptée par l'Assemblée nationale, sur proposition de Christian Estrosi. Cette résolution va permettre d'influer au niveau européen **pour que seuls les produits réalisés à 55% sur notre sol puissent être étiquetés « Fabriqué en France »**. L'idée est de valoriser la marque France qui est connue et respectée dans le monde. Un produit fabriqué à 80% en Chine et à 20% en France ne devrait pas bénéficier de la même

valorisation que celui qui a été à 100% produit dans notre pays. En réservant le label « Fabriqué en France » aux produits majoritairement réalisés sur notre sol, on peut inciter des entreprises qui auraient délocalisé une part importante de leur production à l'étranger, mais qui voudraient conserver le label français, à rapatrier leur activité.

⇒ **2011-2012** : mise en place de la **fiscalité anti-délocalisation** pour baisser le coût du travail afin de redonner de la compétitivité à nos entreprises, créer et relocaliser en France des emplois industriels. En allégeant de 13 milliards les charges qui pèsent sur les salaires compris entre 1,6 et 2,4 smic et en les transférant sur 1,6 point de TVA et 2 points de CSG sur les revenus du capital, on protège 80% des salariés de l'industrie, ceux qui sont le plus menacés par les délocalisations.

Nous avons donc d'un côté les fausses promesses **de certains candidats à l'élection présidentielle** qui s'intéressent subitement à l'industrie **et il y a les actes concrets de Nicolas Sarkozy** et de la majorité qui travaillent depuis 5 ans pour la réindustrialisation de la France.

2) L'effort doit être poursuivi pour que l'industrie française crée des emplois

En France, nous sommes les champions des entreprises unipersonnelles et nous avons d'excellents leaders mondiaux mais **nous manquons d'entreprises de taille intermédiaire**. Selon l'INSEE, **les entreprises ayant entre 50 et 2000 employés représentent 0,94% du nombre total d'entreprises en France !**

La croissance des PME et leur transformation en Entreprises de Taille Intermédiaire doit donc devenir la colonne vertébrale de notre politique économique. Parce que ce sont ces entreprises qui innovent, créent, embauchent, exportent. Pour les favoriser :

- ⇒ Nous voulons **supprimer le principal frein à l'emploi dans les PME** : les seuils sociaux.
- ⇒ Nous voulons **faciliter le financement des PME** :
 - Par l'autofinancement, **en modulant l'impôt sur les sociétés en fonction des stratégies de croissance,**
 - Par le crédit, en s'assurant que nos banques financent notre économie et en soutenant Oséo Industrie, la banque de l'industrie,
 - Par les fonds propres, notamment avec des **Fonds d'investissement spécialisés par filière et adossés en régions à des pôles de compétitivité.**
- ⇒ Nous souhaitons un Small Business Act européen qui pourra **réserver une part des marchés publics européens aux PME.**
- ⇒ Nous voulons attirer les talents dans les PME, grâce aux **groupements d'employeurs et aux prêts de main d'œuvre entre PME et grands groupes.**
- ⇒ Nous voulons développer des **stratégies exportatrices** et des « filières export » associant TPE, PME et grands groupes.
- ⇒ Nous voulons aider les PME à développer des brevets : **le premier dépôt de brevet doit être gratuit pour les PME.**
- ⇒ Nous voulons mettre en place un **guichet unique pour simplifier les procédures des PME.**

Nous avons déjà réussi à construire des secteurs hyper-compétitifs comme l'agro-alimentaire (11,4 mds € d'excédents) ou **l'aéronautique** (17,7 mds € d'excédents) qui ont connu une année 2011 record. C'est la preuve que nos filières industrielles ne sont pas vouées au déclin mais peuvent réussir à l'international et continuer à créer des emplois en France.